



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 -2017

La guerre des six jours : une guerre préventive réussie ?



Moshe Dayan arrivant au Mur des lamentations après la conquête de Jérusalem-est durant la guerre des six jours

Chef de bataillon Louis-Marie Levacher

Sous la direction du

Lieutenant-colonel Vincent Arbarétier

Résumé

Le 5 juin 1967 en début de matinée, l'aviation israélienne détruit la majeure partie des installations et des appareils de l'armée de l'air égyptienne. Cinq jours plus tard, Tsahal aura quadruplé la superficie du territoire qu'Israël contrôle et aura défait trois armées de pays voisins annihilant ainsi toute capacité arabe à envahir son territoire.

Cette étude a pour ambition de montrer le caractère préventif de cette guerre même si la première phase de la guerre des six jours peut être qualifiée de préemptive en raison des menaces réelles (actions égyptiennes et rapport des forces en présence) qui pesaient sur Israël. Cette victoire éclatante de l'Etat hébreu sur ses voisins ne doit pas nous aveugler sur les difficultés auxquelles il doit encore faire face aujourd'hui. Les conséquences de la guerre des six jours, appelée guerre de juin par les Arabes, sont matérialisées sur le terrain par les gains territoriaux effectués en 1967. En dépit de la restitution du Sinaï à l'Egypte en 1982, du retrait de Tsahal de la bande de Gaza en 2005 et du démantèlement des colonies juives de ce territoire, les revendications des Palestiniens réclamant la création d'un Etat palestinien n'ont jamais cessé et restent aujourd'hui encore d'actualité.

On June 5th 1967 at dawn, the Israeli Air Force destroyed the major part of the Egyptian Air Force infrastructures and airplanes. On June 10th, Tsahal will have quadrupled the area of the territory under Israeli control and will have defeated three Armies of neighboring countries and hereby cancelled any Arab capability to invade its own territory.

This study has for ambition to show the preventive character of this war even if the first phase of the Six-Day War can be considered as preemptive one because of the real threats (Egyptian actions and balance of power) against on Israel. This sensational victory of the Hebrew State on her neighbors does not have to make us forget about the difficulties which she has to face even today. The consequences of the Six-Day War, called "June war" by the Arabs, are realized on the ground by the territorial earnings made in 1967. In spite of the return of the Sinai in Egypt in 1982, the withdrawal of Tsahal from the Gaza Strip in 2005 and the dismantling of the Jewish colonies of this territory, the claiming of the Palestinians demanding the creation of a Palestinian State has never stopped yet and ever still remains in the limelight.

« Tout vainqueur insolent à sa perte travaille, défions nous du sort et
prenons garde à nous après le gain d'une bataille. »

Jean de La Fontaine, *Les deux coqs*

Avertissement à l'encontre de ses voisins, l'anéantissement des forces adverses d'Israël lors de la guerre des six jours augurait d'un avenir radieux pour ce jeune pays à l'histoire ancienne. Pourtant les stigmates laissés par cette guerre de quelques jours allaient constituer un terreau fertile à la guerre du Kippour de 1973 et aux autres conflits qui jalonnaient son histoire récente.

L'oreille attentive et bienveillante de la communauté internationale aux attentes du mouvement sioniste, ajoutée à la mauvaise conscience collective liée à l'horreur de la Shoah, a permis l'indépendance d'Israël. Ses aspirations à vivre en paix sont contenues dans la déclaration d'indépendance de 1948 : « nous tendons la main de l'amitié, de la paix et du bon voisinage à tous les Etats qui nous entourent et à leurs peuples. Nous les invitons à coopérer avec la nation juive indépendante pour le bien commun de tous. L'État d'Israël est prêt à contribuer au progrès de l'ensemble du Moyen-Orient »¹. Pour autant, les bonnes intentions déclarées n'ont pu empêcher les velléités d'annihilation de l'Etat juif par ses voisins arabes.

La démonstration de force réalisée en 1967 par ce pays vieux de moins de 20 ans à l'encontre de ses voisins ne cesse d'interroger, ou tout au moins d'interpeller surtout lorsque l'on considère le rapport de forces préexistant entre les belligérants. La guerre des six jours s'inscrit dans une stratégie à long terme pour Israël. L'analyse des causes interpelle d'autant plus que les conséquences de cette guerre marquent aujourd'hui encore les rapports de force au Moyen-Orient.

La documentation au sujet de la guerre des six jours est riche, nombreuse et bien détaillée. Il est, en revanche, plus difficile de trouver des ouvrages mettant en perspective la victoire d'Israël de 1967 et ses difficultés futures. Par ailleurs, les notions de guerre préventive et de guerre préemptive sont récentes et peuvent être définies de différentes façons². S'il est souvent fait référence à la guerre des six jours comme étant une guerre préventive, rares sont les auteurs la présentant comme une guerre préemptive. Un autre aspect de la guerre des six jours repose sur la volonté israélienne d'acquérir l'arme nucléaire. Si la documentation est déjà peu nombreuse sur le sujet du nucléaire israélien, le lien entre la guerre des six jours et le nucléaire n'est que rarement établi.

¹ Extrait de la proclamation établissant l'État d'Israël lu par Ben Gourion le 15 mai 1948, signée le 14 mai par les membres du Conseil national, qui représentaient la communauté juive du futur pays et le mouvement sioniste à l'étranger.

² VILBOUX Nicole, prévention ou préemption ?, ECONOMICA, Paris, 2007, p.4

Cette étude se base sur l'exploitation d'ouvrages consultés en bibliothèque, sur des articles de presse spécialisée, sur des documentaires et reportages ainsi que sur des conférences données à l'école de guerre comme au cours supérieur interarmes.

L'étude de la guerre des six jours se réalise sans difficultés tant il a été écrit sur le sujet avec des avis objectifs. Il n'en va pas de même lorsque l'on considère ses conséquences qui peuvent, selon les auteurs, nous mener ou pas jusqu'à aujourd'hui. La principale difficulté réside bien dans le choix d'auteurs objectifs tant les passions peuvent se déchaîner sur un sujet qui se montre totalement d'actualité. Il est clair que le temps consacré à cette étude apparaît trop court pour comprendre et s'approprier les interactions existant entre les différents protagonistes dans la région du Proche-Orient. Faute de temps disponible, le lien qui pourrait être établi entre la guerre des six jours et la déstabilisation du Liban n'a été étudié que succinctement. De la même manière, une étude approfondie de l'armée israélienne depuis sa création jusqu'à nos jours aurait permis d'ouvrir de nouveaux horizons quant au sacrifice assumé d'Israël pour préserver sa sécurité et son intégrité territoriale. Enfin, l'analyse des forces politiques en Israël et des changements de majorité depuis la guerre des six jours auraient permis d'avoir un éclairage sur la politique israélienne à long terme .

Comme il vient d'être énoncé, les conséquences de la guerre des six jours sont encore, pour partie, visibles aujourd'hui. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les frontières d'Israël le 5 juin 1967 avec celles du 10 juin 1967. Au lendemain de cette guerre, le désespoir et l'humiliation règnent dans les pays arabes tandis que fierté et sentiment de puissance sont ressentis par la population israélienne. Cette victoire incontestable, est-elle le fruit d'une réaction à une agression de la part des pays arabes ou est-ce plutôt une attaque préparée en vue de détruire une capacité potentiellement nuisible à la survie d'Israël ? Par ailleurs, la lourde défaite des Arabes peut-elle être considérée comme une victoire à long terme par Israël ?

Au final, la guerre des six jours est-elle une guerre préventive réussie ?

Cette étude cherchera, dans un premier temps à montrer le caractère préemptif de la guerre des six jours dans son commencement, eu égard aux menaces qui pesaient sur Israël avant le déclenchement des hostilités. Elle montrera également comment les menaces pesant sur Israël ont servi de caution à l'ensemble des actions qui allaient découler de cette guerre pour la rendre plus respectable et acceptable par l'opinion internationale. Dans une deuxième partie sera défendue l'idée selon laquelle la réussite « évidente » de la guerre des six jours ne

doit pas nous rendre aveugles lorsque l'on considère les difficultés auxquelles font face les Israéliens, pour assurer leur sécurité encore aujourd'hui.

*

* *

1^{re} partie : une guerre préventive ?

La guerre des six jours est définie tantôt comme une guerre préventive, tantôt comme une guerre préemptive. Cette première partie a vocation à éclairer sur la caractérisation de la guerre des six jours. Elle s'attachera à faire un rappel sur ces deux notions dont la différence, ténue, n'est pas aisée à maîtriser mais reste indispensable à la compréhension de ce conflit. Une fois ces définitions posées, il y sera défendu l'idée selon laquelle la guerre des six jours est une guerre préventive, voulue préemptive par les Israéliens pour la légitimer, dans le but d'annihiler toute velléité arabe de chercher à les « repousser à la mer »³.

1/ Définitions

La collusion entre les deux termes « préventif » et « préemptif » est parfois volontaire dans son emploi comme l'atteste un extrait de la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis de 2002 : les Etats-Unis s'efforceront d'« adapter le concept de menace imminente aux moyens et aux objectifs des adversaires d'aujourd'hui » ; « afin de parer ou d'empêcher de tels actes hostiles de nos adversaires, les Etats-Unis agiront, si cela est nécessaire, de manière préemptive »⁴. En dépit du fait que l'administration américaine utilise le terme « préemptif », elle développe en réalité un concept qui renvoie à la guerre préventive. Or ces deux concepts sont différents et leur invocation n'a pas les mêmes conséquences en particulier en termes juridiques.

a/ Historique

Le concept de guerre préventive est ancien. Il a régulièrement été utilisé par les historiens afin de caractériser les conflits dont l'agresseur frappait en premier afin d'empêcher l'autre de devenir une menace.

Il n'en est pas de même de la préemption qui se développe de manière concomitante avec la doctrine nucléaire. C'est du fait nucléaire que la préemption naît. Le général Beaufre

³ Comme le montrent des affiches de propagande réalisées dans les Etats arabes.

⁴ Cf. *The National Security Strategy of the United States of America*, The White House, Washington D.C., septembre 2002 : « [The United States will] adapt the concept of imminent threat to the capabilities and objectives of today's adversaries » ; « to forestall or prevent such hostile acts by our adversaries, the United States will, if necessary, act pre-emptively ».

en donne une définition : « Pour concilier [...] la conception de cette action préventive avec celle, toute politique, d'une renonciation à l'agression, cette action préventive a reçu le nom de « préemptive » en soulignant qu'elle ne serait déclenchée que si et quand des indices sûrs permettraient de prévoir l'imminence d'une attaque ennemie »⁵. Il apparaît ainsi que la guerre préemptive serait une catégorie de guerre préventive. Par ailleurs, ce qui semble différencier ces deux procédés est le facteur temps. Nicole Vilboux⁶ voit une autre différence entre les deux définitions. Elle repose sur les conséquences de l'attaque, qu'elle soit préventive ou préemptive. Dans le cas de la préemption, l'agresseur s'attend à être défait ou victorieux. Il n'en est pas de même dans le cas de la prévention. Dans le cadre d'une attaque préventive, l'agresseur s'attend à des gains.

b/ Caractéristiques et définitions

Tentons de définir ces deux types de guerre. La préemption désigne le fait de frapper le premier alors qu'une attaque inévitable est imminente. Il s'agit d'une anticipation de l'action qui trouve sa justification dans l'avantage que l'on espère en retirer en frappant le premier. Une attaque préemptive est légitime au regard du droit international⁷. Sa légalité demeure discutable.

La guerre préventive, quant à elle, cherche à détruire une capacité en cours de construction avant qu'elle ne devienne une menace. De la même manière que pour la guerre préemptive, il s'agit de frapper le premier. La différence réside dans la menace qui n'est pas encore présente. La guerre préventive est illégale et illégitime au regard du droit international.

L'exemple mettant en exergue la frappe préventive est l'attaque israélienne du réacteur d'Osirak en 1981. Le but de cette opération était de détruire une capacité qui serait devenue une menace par la suite.

2/ Une attaque préemptive

a/ Des lacunes pour la qualification de préemptive

La guerre des six jours ne répond qu'imparfaitement aux critères de la guerre préemptive pour différentes raisons. La première est le temps, jugé trop long, pour lancer

⁵ BEAUFRE André, Introduction à la stratégie, cité in VILBOUX Nicole, Prévention ou préemption ? Un débat d'aujourd'hui, Paris, ECONOMICA, 2007, 84 p., p.7

⁶ Auteur de Prévention ou préemption ? Un débat d'aujourd'hui, Paris, ECONOMICA, 2007, 84 p.

⁷ WALT Stephen, La guerre préventive: une stratégie illogique, Annuaire français des relations internationales 2005, Vol. 6, 15 p., p.138-152, p.140

l'offensive israélienne. La seconde est la différence de perception de la menace entre les militaires et le monde politique. Les menaces que fait peser l'Égypte sur Israël sont-elles suffisantes pour qu'il n'y ait pas de consensus entre militaires et hommes politiques ?

La première objection à reconnaître la guerre des six jours comme une guerre préemptive est la durée existante entre le plus haut moment de la crise et le déclenchement de l'attaque israélienne. C'est l'un des principaux arguments des détracteurs de la guerre des six jours vue comme une guerre préemptive, à l'instar d'Ersun Kurtulus⁸. Il y aura, en effet, plus de trois semaines de discussions entre la mise en place des forces égyptiennes au Sinaï et la décision de lancer l'offensive. On objecte, par ailleurs, que la crise était redescendue avant le début de l'attaque israélienne. En effet, le niveau le plus élevé de la crise se situe probablement le 26 mai lorsque deux Mig-21 survolent pour la deuxième fois les installations nucléaires de Dimona. Pour montrer cela, il faut revenir succinctement aux événements précédant le 26 mai. Ces événements seront plus longuement étudiés dans la suite de cette étude.

Le début de la crise survient le 16 mai lorsque Nasser déploie ses troupes au Sinaï. Le 17 mai, deux Mig-21 survolent le site de Dimona. Le lendemain, suite au retrait des casques bleus, les troupes égyptiennes prennent leurs positions dans le Sinaï. Cinq jours plus tard, le 23 mai, Nasser annonce la fermeture du détroit de Tiran. Les troupes israéliennes, à ce moment-là, sont mobilisées et capables de préparer une attaque en vue de retrouver leur souveraineté sur le territoire israélien. Ce n'est pourtant pas ce jour qui est choisi pour lancer l'offensive. Le 25 mai, les services de renseignements israéliens décèlent un changement d'attitude des forces égyptiennes dans le Sinaï : elles seraient en posture résolument offensive tandis que l'ensemble des aérodromes égyptiens sont placés en alerte maximale. La majorité des troupes égyptiennes était alors placée à proximité d'Abou Ageila menaçant par là même directement le site de Dimona. Portant la tension à son paroxysme, deux chasseurs Mig-21 survolent à nouveau les installations nucléaires de Dimona le 26 mai.

Ce ne sera que le 3 juin dans la soirée que Moshe Dayan arrachera au gouvernement la décision de déclencher l'offensive. En effet, Abba Eban, ministre des affaires étrangères, avait reçu pour mission de connaître les intentions des États-Unis et d'autres alliés potentiels en cas

⁸ KURTULUS Ersun, *The notion of a « pre-emptive war »: the 6-day war revisited*, Middle East journal, Vol. 61, n°2, été 2007, 19 p., p. 220-238

de déclenchement de la guerre. La tournée qu'il réalisa ne lui offrira que peu de soutiens. Levi Eshkol, suivi en cela par la majeure partie de son gouvernement, ne souhaitait s'engager dans une guerre qu'en ayant le soutien d'une partie du monde occidental.

La raison de ce délai réside dans le choix d'Israël de vouloir obtenir une légitimité plus grande pour agir. Cette légitimité accrue réside dans le soutien d'un allié fort, les Etats-Unis. Israël n'a de cesse d'éviter l'isolement sur la scène internationale, eu égard aux relations entretenues avec ses voisins proches.

Ce délai a également été accru en raison de la crise politique qui a secoué le pays. Le 21 mai, lors d'un conseil de défense restreint, le premier ministre Levi Eshkol défend l'idée selon laquelle les Egyptiens ne souhaitent pas la guerre. Il est suivi en cela par Yitzakh Rabin, chef d'état-major général, qui estime qu'il n'y a qu'une faible probabilité pour que l'Egypte passe à l'offensive. Ils pensent tous deux assister à une opération similaire à celle de 1960. A cette période, les Egyptiens avaient déployé des troupes importantes à leur frontière avec Israël. La situation était revenue à la normale à la suite de la démobilisation progressive des deux camps. De la même manière en 1967, les militaires comme le monde politique prônent une démobilisation des troupes espérant que l'Egypte suivra.

Ce n'est qu'une fois la fermeture du détroit de Tiran dictée par Nasser que l'état-major se résoudra à la guerre. Les préparatifs sont accélérés. Pour autant, il faut obtenir l'assentiment du Premier ministre pour déclencher les opérations. Cette période met en exergue les divergences d'avis entre hommes politiques et militaires. Après avoir rendu visite à l'ancien Premier ministre et au président, Yitzhak Rabin fut tellement secoué intérieurement qu'il en viendra à se demander s'il ne devait pas démissionner, pensant son jugement altéré. Aussi, une crise politique s'installe dans laquelle les militaires prônent l'offensive tandis que le monde politique souhaite disposer du soutien de plusieurs nations occidentales avant de débiter une offensive si tant est qu'elle soit justifiée.

Enfin, les écrits laissés par certaines autorités militaires laissent à penser que les militaires israéliens étaient bien conscients de leur supériorité. C'est ce que nous rapporte Ezer Weizman, conseiller spécial du chef d'état-major général durant la guerre des six jours : « contrairement aux idées reçues, l'existence même d'Israël n'a jamais été réellement menacée lors de la guerre des six jours »⁹. De même, en France, le général de Gaulle en était convaincu puisqu'il ira jusqu'à dire à son aide de camp pendant la période de crise qu'Israël

⁹ WEIZMANN Ezer, Ma'ariv, 4 avril 1972

« ne risquait absolument plus la destruction »¹⁰. En Israël, un membre du gouvernement de coalition pendant la guerre dira : « toute cette histoire à propos du danger d'extermination d'Israël, juste avant la guerre des six jours, n'était que pure propagande pour justifier a posteriori l'annexion des territoires occupés »¹¹.

b/ Des menaces réelles

En dépit du délai important pour obtenir un accord afin de déclencher l'offensive, il faut reconnaître l'état croissant des menaces qui pèsent sur Israël à compter du 16 mai 1967.

Le 12 mai 1967, par le biais des services de renseignements soviétiques, la Syrie s'inquiéta de renseignements indiquant un grand nombre de matériels et d'hommes israéliens massés à la frontière. Le président syrien demanda à Nasser de lui porter assistance au nom du traité de défense liant son pays à l'Égypte¹². Nasser, qui avait déjà été accusé par la Jordanie de ne pas honorer ses engagements a donc décrété la mobilisation générale le 16 mai. Il ordonna également à quatre divisions de franchir le canal de Suez et d'adopter une posture défensive à l'égard d'Israël. A la suite de la campagne de Suez, cette partie du territoire était démilitarisée et d'importantes troupes des Nations Unies y étaient présentes dans le but de faire écran entre les forces de ces deux pays. Nasser demanda par la suite le retrait des forces de l'ONU du Sinaï pour préserver leur sécurité. Le 18 mai, effrayé par les conséquences possibles d'une nouvelle guerre entre l'Égypte et Israël, le secrétaire général des Nations Unies U. Thant accède à la demande de Nasser. Les casques bleus se retirent permettant aux troupes égyptiennes de prendre place dans le Sinaï.

Une telle démonstration de force avait déjà été réalisée en 1960. L'Égypte avait réussi à masser dans le Sinaï une division blindée et trois brigades d'infanterie sans que les services de renseignements israéliens ne s'en aperçoivent. Cela représentait 15 000 hommes et 500 chars. Il fallut quatre jours au gouvernement israélien pour s'en rendre compte. L'armée israélienne avait alors dépêché une division blindée. Ce face à face avait duré 10 jours puis les troupes s'étaient retirées de chaque côté de leur frontière. Depuis 1960, les généraux israéliens vivaient dans la crainte de voir ce scénario se reproduire.

¹⁰ D'ESCRIBENNE Jean, le Général m'a dit, Plon, 1973, p. 145-146

¹¹ BENTOV Mordéchaï, Al Hamishar, 14 avril 1972

¹² Signé le 4 novembre 1966, ce traité de coopération militaire incluait un engagement d'assistance mutuelle en cas d'agression.

Par ailleurs, entre le moment de la demande de retrait de Nasser des casques bleus et le départ effectif de ces derniers, soit le 17 mai, deux chasseurs Mig-21 survolèrent à haute altitude la centrale nucléaire de Dimona. Le système de défense autour de cette installation ainsi que l'aviation israélienne n'eurent pas le temps de réagir. Israël se rendait alors compte de la vulnérabilité de son site nucléaire. Ce fut certainement l'élément déclenchant du côté israélien¹³. La mobilisation fut décrétée. Quelques jours plus tard, le 23 mai, Nasser décida de fermer le détroit de Tiran. La tension est certainement à son comble ce jour-là. De surcroît, le 25 mai, les services de renseignements israéliens décèlent un changement d'attitude des forces égyptiennes dans le Sinaï : elles seraient alors en posture résolument offensive tandis que l'ensemble des aérodromes égyptiens sont placés en alerte maximale. La majorité des troupes égyptiennes était alors placée à proximité d'Abou Ageila menaçant ainsi directement le site de Dimona. Portant la tension à son paroxysme, deux chasseurs Mig-21 survolèrent à nouveau les installations nucléaires de Dimona le 26 mai.

Il faut également noter que, dès la création d'Israël et la proclamation de son indépendance, les discours des chefs d'Etats voisins sont sans équivoque. En 1960, soupçonnant Israël de chercher à développer des armes nucléaires, Nasser s'exprimait ainsi : « le développement d'armes nucléaires par Israël obligerait les Etats arabes à lancer une attaque préventive décisive »¹⁴. Six ans après Nasser ajoute que « l'Egypte se lancerait dans une guerre préventive si Israël se mettait à fabriquer des armes nucléaires »¹⁵. Alors que la crise est à son comble le 23 mai, Nasser déclare : « Si les dirigeants israéliens et le général Rabin veulent la guerre, ils sont les bienvenus, nous les attendons ! ». Les chefs d'Etats arabes ne sont pas en reste lorsqu'on considère ceux du président irakien Aref: « l'objectif de cette crise est clair : rayer Israël de la carte de la région »¹⁶ ou encore ceux du premier ministre algérien Boumédiène : « la libération de la nation arabe ne sera totale que lorsque l'entité sioniste, les Américains et les Britanniques auront été boutés hors de la région du Proche-Orient »¹⁷.

Comme le démontrent les propos des voisins d'Israël, la menace ne provient pas seulement de l'Egypte. La Syrie n'est pas en reste. Entre novembre 1964 et l'été 1965, les hostilités reprirent entre Israël et la Syrie lorsque cette dernière avait tenté de détourner le

¹³ OREN Michael, *Six days of war*, Oxford University Press, 2002, p. 76.

¹⁴ New York Times, 24 décembre 1960, p. 6.

¹⁵ New York Times, 21 février 1966, p.10

¹⁶ RAZOUX Pierre, *La guerre des six jours*, Paris, ECONOMICA, 2004, 314 p., p.34-35

¹⁷ *Idem*

cours du fleuve Jourdain. Par ailleurs, la frontière au Nord d'Israël avec la Syrie connut un accroissement de tensions dès le début de l'année 1966. En février 1966, un coup d'Etat permit l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement radical. Ce dernier était enclin à installer des camps de Fédayins¹⁸ à la frontière pour déstabiliser Israël. Soutenus par les Soviétiques, les accrochages ne firent que croître en intensité jusqu'à déborder en Cisjordanie. De janvier à avril 1967, plus de 270 incidents ont été déplorés à la frontière syro-israélienne¹⁹.

L'ensemble de ces menaces qui pesèrent sur Israël amenèrent le ministre de la Défense à avoir recours à la guerre. C'est ce que relate Michael Oren : « après avoir entendu les rapports sur la situation militaire et diplomatique par le Premier ministre, le ministre de la Défense, le chef d'état-major et le chef des renseignements, le gouvernement décida de lancer une opération militaire destinée à libérer Israël de l'encerclement et de se prémunir face à une attaque de la coalition arabe »²⁰

Les différents traités liant l'Egypte, la Syrie, la Jordanie et l'Irak sont un autre aspect de la crise militant pour la reconnaissance de menaces réelles à l'égard d'Israël. Alors que la Syrie et l'Egypte étaient déjà liées par un pacte de défense, le roi Hussein s'envola le 30 mai pour l'Egypte. Il y rencontra son homologue égyptien pour y signer un traité de défense. Ce traité plaçait les forces jordaniennes sous contrôle opérationnel égyptien. Deux régiments de commandos égyptiens furent envoyés en Jordanie tandis que l'Irak y dépêchait une brigade mécanisée. Finalement, liés par différents traités de défense, l'Egypte, la Syrie, la Jordanie et l'Irak faisaient front commun à l'encontre d'Israël. Sans pour autant participer à cette coalition, d'autres pays signifièrent leur sympathie à l'égard de ces pays : le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Arabie Saoudite et le Koweït.

Evaluer les menaces nécessite de réaliser une étude du rapport des forces en présence. Cette étude prendra en considération le volume des différentes armées dans les milieux terrestres et aériens. Cette comparaison serait incomplète sans une étude qualitative de forces en présence.

¹⁸ Groupes de commandos palestiniens

¹⁹ RAZOUX Pierre, *ibid*, p. 18

²⁰ "After hearing reports on the military and diplomatic situation from the prime minister, the defense minister, the chief of staff and the head of IDF intelligence, the government has determined that the armies of Egypt, Syria, and Jordan are deployed for a multi-front attack that threatens Israel's existence. It is therefore decided to launch a military strike aimed at liberating Israel from encirclement and preventing assault by the United Arab Command." OREN Michael, *ibid*, p. 158.

Il en ressort que le rapport des forces terrestres est favorable aux Arabes tandis qu'il est sensiblement équivalent si l'on se rapporte aux forces aériennes. La qualité des équipements et des hommes est, quant à elle, plus délicate à étudier.

Les forces arabes, à l'exception de la Jordanie, ont adopté le modèle soviétique qui privilégie le volume, s'appuyant sur une artillerie puissante et une armée mécanisée. Les armées égyptienne et syrienne étaient considérées comme lourdes à manœuvrer à la différence de l'armée jordanienne qui avait conservé le modèle britannique. De par sa filiation à la prestigieuse Légion arabe qui avait en 1948 vaincu tactiquement notamment à Jérusalem la très jeune armée israélienne à plusieurs endroits, notamment à Jérusalem, elle était considérée comme l'une des meilleures armées de la région. La coalition ainsi formée par l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et l'Irak repose sur un volume de 55 brigades. Le nombre de chars et de pièces d'artillerie était respectivement de 1520 et de 1410²¹. Il faut ici mentionner qu'une partie de l'armée égyptienne est engagée dans la guerre au Yémen contre la rébellion royaliste. Ce conflit débuta en 1962 à la suite du coup d'État d'Abdullah as-Sallal contre le roi Muhammad al-Badr. Les royalistes sont soutenus par l'Arabie saoudite et le Royaume-Uni tandis que les républicains le sont par l'Égypte et l'URSS. Ces troupes égyptiennes engagées représentent 30 000 hommes et parmi elles des commandos et troupes parachutistes. Elles feront cruellement défaut dans le Sinaï au moment de la guerre des six jours.

Le modèle israélien, quant à lui, repose sur une armée possédant des cadres de grande qualité. La doctrine israélienne est résolument offensive en raison de la situation géographique du pays et du peu de profondeur dont le pays dispose. L'effet de surprise est prépondérant dans leur doctrine. Israël s'appuie sur un volume de 21 brigades dont la moitié est mécanisée. Le nombre de chars et de pièces d'artillerie étant respectivement de 1050 et de 650²².

Il en ressort une nette différence en termes de volume de forces terrestres en faveur de la coalition arabe.

Ce rapport de forces semble plus équilibré lorsque l'on prend en considération les forces aériennes. En effet, même si le volume des avions de combat est trois fois plus important du côté arabe (697 vs 237), il faut préciser que le tiers de ces avions n'est pas opérationnel en raison de problèmes de maintenance ou encore du manque de pilotes qualifiés. Par ailleurs,

²¹ RAZOUX Pierre, *ibid*, p.56

²² *Idem*

une soixantaine de ces avions était encore positionnée au Yémen dans le cadre de la guerre que l’Égypte continuait à y mener contre la rébellion royaliste.

Cette étude montre que le rapport de force semble favorable aux Arabes en raison du volume de matériels qu’ils peuvent mettre à disposition. Aussi, la menace pour Israël peut sembler importante si la guerre venait à durer et si l’ensemble de la coalition parvenait à mener une action coordonnée et simultanée sur le pourtour du territoire israélien.

Au final, les menaces pesant sur Israël à la date du 26 mai sont réelles. En dépit des atermoiements et des différences d’appréciation entre militaires et politiques, l’attaque décidée le 3 juin est résolument préemptive. Si l’attaque du 5 juin peut être qualifiée de préemptive, il n’en est pas de même de la poursuite de la guerre qui se révélera être préventive à mesure des gains territoriaux acquis.

3/ Une guerre préventive qui se veut respectable

La minutie et la préparation avec lesquelles les opérations ont été planifiées ainsi que les gains territoriaux montrent un aspect résolument préventif de la guerre des six jours. Du fait de son isolement, Israël cherchera à obtenir des alliés de poids avant de déclencher les hostilités dans le but d’acquérir une forme de caution morale à leur action. L’alliance scellée avec les États-Unis permettra à Israël une grande liberté d’action dans la conduite de cette guerre.

a/ Une attaque préparée

L’une des caractéristiques de la guerre préventive est, sans conteste, le degré de préparation des opérations. Cette étude montrera qu’Israël avait préparé de longue date une attaque aérienne dans le but, non seulement de faire face à toute action coordonnée des Arabes, mais aussi afin d’annihiler toute velléité future de la faire disparaître.

Face aux menaces répétées de ses voisins et surtout depuis l’incursion des forces égyptiennes au Sinaï en 1960 qui avait surpris Israël, l’État hébreu se dota d’un plan militaire dénommé « *Sadan* » (l’enclume). Ce plan avait pour finalité de mettre en déroute les pays voisins en quelques jours. La première phase de ce plan reposait sur les forces aériennes

israéliennes. Elles avaient pour mission de faire subir suffisamment d'attrition aux pays arabes pour les dissuader d'attaquer.

L'opération *Moked*²³, prélude à l'action terrestre, correspond à cette première phase d'opérations aériennes. Elle s'est largement inspirée de la campagne de Suez, menée onze années plus tôt, durant laquelle l'aviation égyptienne avait été détruite par l'aviation franco-britannique. Cette opération était dirigée exclusivement contre l'aviation égyptienne considérant cette dernière comme la principale menace. Il est frappant de constater la minutie avec laquelle cette opération a été préparée. La première phase reposait sur la destruction des installations aéroportuaires. La seconde consistait à détruire les Mig-21, seuls chasseurs égyptiens à même de rivaliser avec les Mirage III. Il s'agissait ensuite de maintenir une pression suffisante pour empêcher l'aviation égyptienne de reprendre l'ascendant.

Au cours des semaines qui précédèrent le début de la guerre des six jours, un grand nombre de reconnaissances fut mené par Israël dans le but de tester les différents systèmes de défense aériens. Par ailleurs, le choix de l'heure du déclenchement des hostilités n'est en rien dû au hasard. L'ensemble de l'aviation israélienne devait être à 07h45 au-dessus de ses objectifs. Cet horaire a été retenu car il s'agissait de l'heure à laquelle les avions égyptiens rentraient de leur première patrouille. Les pleins des avions étaient alors effectués. De plus, cet horaire permettait de disposer d'une bonne visibilité. Enfin, il s'agissait de l'heure d'ouverture des bureaux. La surprise devait donc être totale. Afin de mettre en exergue la minutie avec laquelle cette opération a été préparée, il faut noter le long et remarquable travail des services de renseignement israéliens qui allèrent jusqu'à identifier de nombreux pilotes égyptiens. L'un d'entre eux reçut l'ordre, sur sa fréquence habituelle de travail, de larguer ses bombes en Méditerranée²⁴.

Force est de constater le long travail de préparation en amont de l'état-major israélien. Il ne s'agit, ici, nullement d'une attaque préparée quelques jours avant le début de l'offensive. Avec un délai de préparation qui dépasse la dizaine d'années, la guerre des six jours répond à l'une des caractéristiques de la guerre préventive.

²³ Mise au point

²⁴ RAZOUX Pierre, *ibid*, p. 67

b/ Des gains territoriaux pour gagner en profondeur tactique

Il s'agit certainement de l'aspect le plus important permettant de dire que les dirigeants israéliens avaient des vues préventives au travers de la guerre des six jours.

Avant même que l'offensive ne débute, Moshe Dayan déclarait : « notre succès sera jugé non pas sur le nombre de chars ou d'avions que nous détruirons, mais sur l'étendue des territoires que nous capturerons »²⁵.

S'il faut reconnaître que les Egyptiens avaient fait peser une menace sur Israël en prenant position au Sinaï, en fermant le détroit de Tiran et en survolant à deux reprises le site de Dimona, il n'en est pas de même des Jordaniens et des Syriens.

Le développement de la guerre des six jours nous permet de mettre en avant le fait que les Israéliens ont trouvé le prétexte d'incidents « mineurs » sur leur frontière avec la Jordanie et la Syrie pour effectuer des gains territoriaux calculés.

Avant le début des hostilités le 5 juin, deux options s'offraient au roi Hussein. La première était celle de la prudence. Elle consistait à harceler *a minima* les Israéliens dans le but de maintenir à la frontière des effectifs israéliens soulageant par là même la pression sur l'Egypte. La seconde option était de s'engager résolument aux côtés des Egyptiens. Sa position était d'autant plus délicate que le peuple jordanien n'aurait pas compris que son armée reste à l'écart de ce conflit. Le roi Hussein choisit de s'engager *a minima* afin de ne pas risquer une offensive israélienne sur son territoire, et notamment à Jérusalem-Est qu'il avait choisie de défendre « sans esprit de recul ». C'était sans compter sur les accords qui liaient la Jordanie à l'Egypte donnant le commandement opérationnel des forces jordaniennes à l'Egypte. Aussi, alors que le roi Hussein avait avalisé des tirs d'artillerie en direction de bases aériennes israéliennes pour soulager le front égyptien, l'emploi des forces jordaniennes fut bien différent. Le 5 juin, à 13h00, une enclave située à proximité de Jérusalem et tenue par les forces de l'ONUST fut occupée par les forces jordaniennes tandis que l'aviation avait reçu pour mission de bombarder les aérodromes israéliens à proximité de la frontière. S'en suivit une réaction quasi immédiate d'Israël. Ce fut le prétexte pour lancer les opérations en Cisjordanie. Dans la nuit du 5 au 6 juin commença l'encerclement des quartiers Est de la ville de Jérusalem par les forces israéliennes. La Ville Sainte fut totalement prise le 7 juin matin par les parachutistes israéliens tandis que la Cisjordanie était sous contrôle israélien dans

²⁵ RAZOUX Pierre, *ibid*, p. 36

l'après-midi de cette même journée. Alors que la Jordanie militait pour un cessez-le-feu le 7 juin, Israël refusa cette proposition arguant du fait que les forces jordaniennes étaient sous contrôle opérationnel de l'Égypte. Le cessez-le-feu entre la Jordanie et Israël entra finalement en vigueur dans la nuit du 8 au 9 juin. Ce laps de temps supplémentaire permit à Tsahal de s'emparer de la totalité de la Cisjordanie.

La situation au Nord avec la Syrie est encore plus symptomatique du prétexte israélien pour justifier son action et ainsi réaliser un gain territorial. Il y eut bien des tentatives d'incursions syriennes en territoire israélien mais ces dernières furent limitées en raison de l'évolution rapide de la guerre en défaveur des Égyptiens et des Jordaniens. Aussi, la Syrie avait pris le parti de rester à l'écart de ce conflit. L'état-major israélien avait donné l'ordre au général commandant le front Nord de s'emparer des hauteurs du Golan dès le 6 juin. En raison des opérations en Cisjordanie, la saisie des hauteurs du Golan fut reportée au 8 juin matin. Cependant, une différence d'appréciation de situation entre Moshe Dayan et Yitzhak Rabin empêcha une action rapide. Le ministre de la Défense craignait une implication de l'Union Soviétique en cas d'intervention sur les hauteurs du Golan. Il souhaitait se contenter de la saisie du Sinaï et de la Cisjordanie. Pourtant, dans la soirée du 8 juin, devant les documents transmis par services de renseignement faisant état de la retraite des forces syriennes, Moshe Dayan décida de s'emparer des hauteurs du Golan afin de contrôler les sources d'eau alimentant le Jourdain. L'attaque débuta le 9 juin pour se terminer le 10 juin à 18h30 conformément à la résolution 236 adoptée par Israël aux Nations Unies. Les gains de cette attaque furent substantiels en dépit des lourdes pertes consenties.

A la fin de la guerre des six jours, Israël peut s'enorgueillir de détenir Jérusalem au complet, le Sinaï, les hauteurs du Golan ainsi que la Cisjordanie. Au final, Israël aura réussi à multiplier par quatre son territoire d'avant-guerre. Ces territoires conquis devaient, pour certains d'entre eux²⁶, pouvoir servir de monnaie d'échange pour la paix avec ses voisins.

c/ Recherche de soutien et de légitimité

Au travers de la recherche d'un allié fort, Israël souhaitait se prémunir de toute déconvenue comme cela avait pu être le cas dans le passé, en particulier durant la crise de Suez de 1956. Par ailleurs, le monde arabe étant soutenu par l'Union Soviétique, l'appui des États-Unis était impératif avant le déclenchement des hostilités.

²⁶ A titre d'exemple, rendre le Sinaï pose moins de problèmes au gouvernement israélien que de rendre au roi Hussein la Cisjordanie ou Jérusalem-Est dont certaines parties sont liées au patrimoine culturel juif.

Dès l'annonce par l'Egypte de la fermeture du détroit de Tiran, Washington et Londres affichent leur soutien à Israël en condamnant fermement l'attitude de l'Egypte, mais ce, tout en prenant soin de mettre en garde Israël contre une attaque unilatérale de sa part. Au plus fort de la crise, le 26 mai, alors que les services de renseignement israéliens montrent une posture résolument offensive et que deux Mig-21 survolent à nouveau le site de Dimona, le choix du Premier ministre est d'attendre les conclusions de la visite d'Abba Eban aux Etats-Unis. Les Israéliens ne souhaitent s'engager dans une guerre que dans la mesure où le soutien d'une partie du monde occidental aura été obtenu. Devant le retour infructueux des discussions menées avec les Etats-Unis par le ministre des Affaires Etrangères, le directeur du Mossad sera envoyé à son tour aux Etats-Unis pour y rencontrer son homologue de la CIA, Richard Helms. Ce n'est qu'une fois, le « feu vert » accordé par les Etats-Unis qu'Israël lancera son offensive. Le choix s'est naturellement porté sur les Etats-Unis en raison du soutien soviétique dont disposait le monde arabe.

Disposer d'un allié fort lui assurait un soutien important mais lui apportait également une légitimité accrue qui pouvait lui faire défaut dans la poursuite de la guerre. Les Etats-Unis se sont révélés être un allié précieux dans les gains territoriaux qu'Israël a pu acquérir. La légitimité de l'attaque d'Israël a été obtenue, *de facto*, une fois le soutien des Etats-Unis acquis. Cela lui a facilité la poursuite de la guerre et lui a permis d'effectuer des gains territoriaux qui n'auraient pu être obtenus sans ce soutien.

Au terme de cette première partie, cette étude a permis de clarifier les concepts de guerres préemptives et de guerres préventives. Elle a montré en quoi la première phase de la guerre des six jours peut être qualifiée de préemptive en raison des menaces réelles (actions égyptiennes et rapport des forces en présence) pesant sur Israël. Le caractère préventif de cette guerre a ensuite pu être montré au travers du degré de préparation et des gains territoriaux réalisés. Enfin, le soutien apporté par les Etats-Unis a permis d'asseoir, de manière plus importante, la légitimité de l'action israélienne.

Cette guerre est appelée « guerre des six jours » en Israël tandis que les Arabes lui préfèrent le nom de guerre de juin 1967. Cela montre d'un côté la volonté de mettre en avant la facilité et la puissance avec laquelle Israël s'est imposé à ses voisins. De l'autre côté, les Arabes souhaitent minimiser l'avantage incontestable pris par Israël en quelques jours. Cette réussite, toutefois, ne doit pas cacher les difficultés auxquelles Israël aura à faire face. Les conséquences de cette guerre se poursuivent aujourd'hui. La question reste donc de savoir si

la victoire d'Israël est totale ou si elle ne s'avèrera pas, plutôt, être une victoire empoisonnée comme Pierre Hazan le met en exergue²⁷ dans le sous-titre de son ouvrage consacré à ce conflit.

* *

²⁷ HAZAN Pierre, La guerre des six jours, Bruxelles, Editions complexes, 2001, 182 p. Le sous-titre est : la victoire empoisonnée.

2^e Partie : une réussite ?

Force est de constater que l'on retient aisément de la guerre des six jours, la rapidité et le choc dont Tsahal a su faire preuve durant les combats. Le lien entre la guerre des six jours et les événements qui secouèrent Israël durant les décennies suivantes n'est que rarement établi. Le but de cette partie est de montrer les bénéfices qui découlèrent de ce conflit sans omettre de souligner les difficultés auxquelles Israël doit, aujourd'hui encore, faire face.

1/ Des gains

Dresser le bilan de cette guerre, c'est d'abord mettre en avant les gains immédiats qui accompagnèrent la victoire d'Israël.

a/ Territoires et bilan humain

Le premier point à évoquer est, sans conteste, le gain territorial réalisé par Israël. La surface contrôlée a quadruplé en six jours, passant de 20 700 à 88 550 km². De la même manière, le 10 juin 1967, l'Etat israélien contrôle une population d'environ 3 500 000 personnes, soit une augmentation substantielle d'un million de personnes résidant dans les territoires occupés. La partie Est de la ville de Jérusalem reste sans doute le gain le plus important²⁸, en termes de symboles, à la fin de cette guerre. Le lieu saint par excellence de la religion juive revenait en son sein et réunifié. Les gains territoriaux au travers des hauteurs du Golan, de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du Sinaï procuraient aux Israéliens une profondeur de territoire qui leur avait fait défaut jusqu'à présent. Par ailleurs, le Jourdain fournissait une coupure naturelle difficilement franchissable par les Jordaniens sous court préavis. Pour la première fois depuis son existence, la nation juive semblait être à l'abri de tout effet de surprise de la part de ses voisins. Si ces gains territoriaux, à l'instar du Sinaï, de la bande de Gaza et des hauteurs du Golan, sont considérés comme des monnaies d'échange éventuelles par l'Etat hébreu, il n'en va pas de même pour Jérusalem-Est et la Cisjordanie. Dépassant la notion de gain territorial stratégique, la réunification de Jérusalem est plus que symbolique, elle est théologique et politique²⁹. Le statut de Cisjordanie pour le peuple juif est

²⁸ Avec notamment le Mur des Lamentations qui en est la partie la plus symbolique.

²⁹ En 1980, dans une loi fondamentale israélienne, la Knesset déclare Jérusalem capitale « éternelle et indivisible » : c'est la Loi de Jérusalem. Les différents pouvoirs israéliens (législatif, exécutif, judiciaire et administratif) sont depuis regroupés à Jérusalem et non plus à Tel Aviv.

moins tranché. Ce territoire est étroitement lié à la religion juive et à l'histoire du peuple juif. L'opinion juive sur le statut de la Cisjordanie n'est pas clairement définie.

Ce gain territorial n'a été rendu possible que par le véritable combat mené dans l'hémicycle des Nations Unies. Dès le 6 juin, l'ampleur de la défaite est connue de tous. Afin de permettre un arrêt rapide des hostilités, le conseil de sécurité des Nations Unies vote une résolution devant aboutir à un cessez-le-feu. Les pays arabes repoussent ce cessez-le-feu considérant que la résolution doit inclure le retrait des forces israéliennes aux frontières antérieures. A la demande de l'Egypte auprès de l'Union soviétique, une nouvelle résolution sera votée le 7 juin. Elle ne recevra que l'assentiment de la Jordanie. Le 8 juin, les Etats-Unis et les Soviétiques font voter une nouvelle résolution qui sera acceptée par l'Egypte, la Jordanie et Israël. Ce cessez-le-feu entrera en vigueur dans la nuit du 8 au 9 juin. Ce laps de temps supplémentaire permettra à Israël de contrôler la totalité de la Cisjordanie. La lutte dans l'hémicycle des Nations Unies n'en est pas terminée pour autant. La Syrie, qui est volontairement restée à l'écart, devant l'ampleur du désastre égyptien, est attaquée le 9 juin dans la matinée. Une nouvelle fois, le Conseil de sécurité se réunit afin de voter une résolution. Elle ne prendra effet que le 10 juin à 18h00, une fois qu'Israël se sera assuré du contrôle des hauteurs du Golan.

Parallèlement à cette prouesse, les Israéliens avaient écrasé leurs adversaires en ne déplorant que 800 tués contre plus de 6 000 pour la coalition arabe. Avant le déclenchement de l'offensive, les prévisions israéliennes évaluaient à 40 000 les pertes humaines potentielles. De même, les pertes matérielles sont très importantes dans le camp arabe. Les trois-quarts du potentiel aérien et les deux-tiers du matériel terrestre ont été détruits. Côté israélien, les pertes comptent pour environ un sixième du potentiel aérien et pour un tiers du matériel terrestre. Devant le désastre de cette campagne, Nasser, au cours d'un discours télévisé le 9 juin, affirme vouloir renoncer à tout rôle politique. Il se rétractera le lendemain devant la pression populaire et les manifestations de soutien.

b/ Nucléaire

Israël est aujourd'hui la sixième puissance nucléaire derrière les Etats-Unis, la Russie, la France, la Grande Bretagne et la Chine. Sa particularité réside dans le fait qu'Israël nie officiellement posséder des armes nucléaires. L'arsenal nucléaire israélien est estimé à deux

cent têtes nucléaires³⁰. Israël semble avoir disposé de cette capacité dès la fin des années 1960³¹.

Très tôt, dès la proclamation de son indépendance, Israël souhaite se doter de cette arme. Ben Gourion, fondateur de l'Etat d'Israël, entreprit de lancer le programme de recherche nucléaire. Se sentant redevable vis-à-vis des Juifs suite à la période de Vichy et poursuivant des intérêts communs, la France élaborait une coopération technique avec Israël pour mener de concert ce projet à terme. Deux accords furent signés en 1956 et en 1957. La France espérait également obtenir des renseignements en raison des liens existants entre les savants juifs et américains. Le cadre de cette alliance dépassait le nucléaire. En effet, c'est dans le domaine de l'armement en général, dès les années 1950 et jusqu'au milieu des années 1960, que d'importantes livraisons d'armes françaises ont été effectuées au profit de l'Etat hébreu.

La France aida Israël à se doter de son premier réacteur nucléaire en 1956 avant l'affaire de Suez, puis de son deuxième en 1957. Cette coopération fut de courte durée puisqu'elle s'arrêta net en 1958 sous l'impulsion du général de Gaulle. Elle se poursuivit cependant. Alors que le 17 juin 1958, lors d'un Conseil de défense restreint, le général de Gaulle décida d'arrêter toute coopération dans le domaine nucléaire avec Israël, cette dernière continua pendant plusieurs années. A titre d'exemple, Dassault livra des missiles sol-sol en 1967 avec une capacité d'emport de 750 kg et pouvant atteindre 500 km. L'Etat hébreu buta tout de même sur le problème de fourniture en matière fissile à partir de 1963. Cependant, il paraît raisonnable de penser que la production de plutonium enrichi a débuté en 1964 et qu'à la fin de cette même année, Israël disposait de suffisamment de matières pour construire un petit nombre de bombes³². C'est à partir de cette date que les Etats-Unis s'intéressèrent vivement à la centrale de Dimona en effectuant plusieurs survols. Ils voulaient, en effet, éviter toute prolifération nucléaire. Les Etats-Unis firent pression sur le gouvernement israélien pour stopper leur programme nucléaire. Ces pressions furent telles qu'Israël ne put empêcher une inspection du site de Dimona par une délégation américaine. Des parties de l'usine furent murées pour l'occasion cachant ainsi les parties les plus sensibles aux contrôleurs américains. Cela permit la poursuite du programme de recherche. C'est à cette époque que Shimon Peres prononça la phrase célèbre fondatrice de la doctrine israélienne selon laquelle « Israël

³⁰ RAZOUX Pierre, *ibid*, p.2

³¹ *Idem*

³² PEAN Pierre, *Les deux bombes*, Fayard, 1991, 2^e édition, p.15.

n'introduirait pas en premier les armes nucléaires au Proche-Orient»³³. D'après les témoignages qui ont pu être recueillis sur la capacité nucléaire israélienne, il semblerait qu'Israël ait possédé deux bombes atomiques à la veille de la guerre des six jours³⁴.

Souvent occulté dans l'étude de la guerre des six jours, le développement de la capacité nucléaire a été l'un des enjeux et certainement l'un des catalyseurs de la décision de lancer l'attaque le 3 juin 1967. Les survols égyptiens, à deux reprises, du site de Dimona ainsi que les troupes massées dans le Sinaï ont eu pour effet de faire craindre aux Israéliens une attaque égyptienne sur le site annihilant potentiellement la capacité nucléaire déjà chèrement acquise. A la fin de la guerre des six jours, les installations nucléaires auront été préservées et la période qui s'ouvrit permit à Israël d'améliorer sa connaissance de l'atome. Ainsi, le fait nucléaire a joué un rôle souvent mésestimé dans le déroulement du processus décisionnel israélien. La détention de cette capacité aura pour conséquence un effet stabilisateur dans la région même s'il ne pourra empêcher la guerre du Kippour et surtout la révolte du peuple palestinien dans les territoires occupés.

c/ Un révélateur des alliances d'Israël

1963 est indubitablement l'année pivot où les relations entre Israël et les Etats-Unis vont se resserrer. Au moment de la déclaration d'indépendance d'Israël, les Etats-Unis ne s'impliquent que partiellement dans cette partie du monde, estimant qu'il s'agit plutôt de la sphère d'influence britannique. Le tournant dans les relations entre Israël et les Etats-Unis n'est qu'une des conséquences du soutien soviétique à l'Egypte de Nasser, une fois le gouvernement communiste irakien déchu. Nasser est alors l'homme fort de la région. L'engagement des forces égyptiennes au Yémen était mal perçu par les Américains en raison des menaces que cela faisait peser sur leur principal allié dans la région, l'Arabie Saoudite. Le soutien des Américains vis-à-vis d'Israël se matérialisa par la livraison d'armes, de missiles à l'instar des missiles Hawk destinés à protéger la centrale de Dimona. La guerre des six jours allait sceller une alliance durable entre Israël et les Etats-Unis tandis que celle entre la France et Israël se terminait, du moins officiellement. Dans les jours qui précédèrent l'offensive israélienne à l'encontre de l'Egypte, le directeur du Mossad rencontra Richard Helms, le directeur de la CIA. Au cours de cet entretien qui donna un soutien implicite du gouvernement américain à l'offensive israélienne, un certain nombre de données furent

³³ PERÈS Shimon, *Battling for peace : Memoirs*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1995, p. 138-140.

³⁴ Cette révélation provient des dires de Mordéchai Vanunu, personne ayant travaillé au sein de l'installation de Dimona et ayant vendu des informations sur le programme nucléaire israélien au Sunday Times.

échangées. Le fait qu'Israël possédât désormais l'arme nucléaire a certainement été évoqué³⁵. De même, lors de cet entretien fut décidé l'envoi de chasseurs de reconnaissance américains sur le sol israélien. Cet accord secret allait sceller une alliance forte entre les deux pays.

Du côté français, il y eut une importante inflexion dans les relations entretenues jusqu'à présent avec l'Etat hébreu. Comme nous l'avons vu précédemment, la période qui suit la déclaration d'indépendance est une période d'étroite coopération dans le domaine de l'industrie de défense et particulièrement dans celui du nucléaire. Dès le début des guerres de décolonisation, la France a essayé de se rapprocher des Etats arabes. Il faut ajouter que sa dépendance croissante aux hydrocarbures poussait la France à avoir une politique de neutralité vis-à-vis d'Israël. Le général de Gaulle ira jusqu'à demander à ses ministres d'éviter que la France « ne se mette trop en avant, afin de ménager les Arabes »³⁶. Ce rapprochement se fit au détriment des relations avec Israël même si le général de Gaulle conservait des liens, en témoigne la correspondance suivie qu'il entretenait avec Ben Gourion.

Petit à petit les liens se distendirent avec Israël. Dès la fin de la guerre des six jours, un embargo fut décrété par le général de Gaulle sur les armes défensives. Cet embargo se durcit après le raid israélien mené en décembre 1968 sur l'aéroport de Beyrouth. En effet, Israël avait décidé de mener des actions de représailles au Liban pensant que ce dernier était coupable, ou tout du moins complice, du détournement d'un avion de la compagnie El Al et de la destruction d'un autre avion quelques jours auparavant. Devant cette opération israélienne, le général de Gaulle avait élargi l'embargo aux armes offensives et aux pièces détachées. En raison de ces nouvelles mesures, les cinquante Mirage V qui avaient été commandés et payés par Israël avant la guerre des six jours ne rejoignirent pas le Moyen Orient. Cet embargo, même s'il était décidé par la plus haute autorité de l'Etat, a pu être contourné à plusieurs reprises. C'est ainsi qu'avec la complicité de différentes personnes civiles comme militaires, Israël réussit à faire expédier des pièces détachées de chasseurs français en Israël. Les plans du Mirage V lui parvinrent, ce qui permit à l'Etat hébreu de construire son propre avion, le Nesher, considéré comme la copie conforme du Mirage V à quelques détails près. Il en va de même de l'épisode des vedettes de Cherbourg. Alors que ces dernières sont touchées par l'embargo, elles prendront la mer le 24 décembre 1969 pour rejoindre Israël à l'insu du gouvernement français. Un accueil triomphal leur fut réservé à leur arrivée en Israël.

³⁵ RAZOUX Pierre, *ibid*, p.29

³⁶ Note de la Présidence de la République, 21 février 1959, documents diplomatiques français 1959-I, n°106

La guerre des six jours aura ainsi eu cet effet bénéfique de clarifier les relations entre la France et Israël. Elle marque un tournant dans les relations entre les deux pays. Paris n'aura désormais plus aucun scrupule à afficher une politique étrangère pro-arabe.

2/ Des faiblesses sur le long terme comme durant la crise

Cette victoire, qui peut être qualifiée d'insolente aux yeux du monde arabe, a laissé des marques indélébiles dans la conscience de l'homme de la rue de ces pays. Un sentiment de revanche est né de ces quelques jours durant lesquels les armées arabes ont été humiliées. Au-delà du déshonneur des Arabes, il faut également noter le préjudice subi par les Soviétiques. En effet, la défaite arabe sera également interprétée comme une remise en cause des matériels fournis par l'Union soviétique ainsi que de leurs conseillers. Dès lors, les Soviétiques s'engagèrent résolument auprès de l'Égypte et de la Syrie en livrant massivement du matériel et ce, dès la fin de l'été 1967. Parallèlement à cette humiliation, un sentiment de supériorité naissait en Israël, en particulier pour le pouvoir militaire qui sortait renforcé de la crise politique qui avait eu lieu avant le conflit. Ces différents facteurs ne pouvaient que diminuer les chances de paix dans la région, d'autant que la cause palestinienne émergeait des décombres de la guerre passée. L'affirmation des revendications palestiniennes est certainement la conséquence la plus marquante de la guerre des six jours, encore visible aujourd'hui.

a/ Des sentiments de frustration chez les uns et de supériorité chez les autres générateurs de nouveaux conflits

La victoire éclatante de l'État hébreu ne fut jamais pardonnée par les Arabes. Elle fut considérée comme une forme d'arrogance et d'humiliation à leur égard. L'ensemble des chefs d'États arabes exigèrent, sans succès, qu'Israël revienne sur le tracé des frontières du 5 juin. Israël, pour sa part, fort de sa victoire, ne souhaite pas revenir sur sa décision de contrôler ces territoires, sans une reconnaissance de l'État d'Israël et une non-belligérance à son égard. Dans chaque camp, une montée des extrêmes fait jour rendant de plus en plus improbable un accord de paix. Le Fatah, créé en 1965, trouvera dans les territoires occupés un terreau fertile et réceptif à ses discours. Du côté israélien, la victoire sera reçue comme une bénédiction de Dieu. La réunification de Jérusalem sera la preuve historique matérielle de la volonté de Dieu à l'égard du peuple juif. Le nationalisme trouvera sa justification, pour partie, dans le fait religieux.

La victoire de la guerre des six jours aura également pour conséquence de faire croire aux Israéliens qu'ils sont invincibles. La crise de Suez avait déjà été un prélude. La force des services de renseignements israéliens les convainquirent de leur supériorité. Cet orgueil est bien présent dans les relations diplomatiques avec les pays arabes au lendemain de la guerre. Il est vrai que l'immobilisme arabe campant sur ses positions n'aide pas à trouver une solution pérenne de paix. Israël ne pliera que lorsque le pays sera acculé à l'opposition devenue trop forte de son principal allié ou du mouvement nationaliste palestinien. C'est ce qui fera dire à Abba Eban : « depuis la guerre des six jours, Israël se comporte comme un critique d'art jamais satisfait qui rejette tous les projets de paix que d'autres ont mis en scène »³⁷. Cette suffisance est certainement l'un des aspects qui engendrera l'immobilisme dans le processus de paix au lendemain de la guerre des six jours.

La crise politique qui a eu lieu dans les jours précédant l'offensive israélienne n'a fait que renforcer le sentiment de puissance du pouvoir militaire. Le Premier ministre Lévi Eshkol a succédé à Ben Gourion en 1963. Ce dernier lui diffère dans bien des aspects. Alors que Ben Gourion représentait la force et se montrait être un fin connaisseur des affaires de Défense, son successeur, quant à lui, semble plus timoré, croyant plus aux vertus de l'économie qu'en celles de la Défense. Il sera mis plusieurs fois en difficulté dans la gestion de la crise précédant la guerre. Cela est particulièrement prégnant le 28 mai alors que l'indécision règne quant au déclenchement ou non de l'offensive israélienne. Lévi Eshkol s'adressa à la population sur les ondes radio de manière maladroite laissant penser que le gouvernement israélien ne sait comment gérer cette crise. Cette allocution ratée dans laquelle le Premier ministre montre sa fébrilité est ressentie par la population comme un manque de détermination de la part du gouvernement. Il sera remanié quelques jours plus tard, en particulier sous la pression des militaires. Le 1^{er} juin 1967, un gouvernement d'union nationale est formé. Les différends qui avaient eu lieu entre les militaires et le gouvernement ont eu raison de ce dernier. Le Premier ministre était accusé de pusillanimité par des membres de l'état-major tandis qu'il lui était reproché par d'autres d'avoir d'ores et déjà conduit à la mort des milliers de personnes par son inaction. A cette période, lors d'une rencontre entre les hauts responsables de Tsahal et le Premier ministre, le général Weizman aurait fait semblant d'arracher ses galons pour montrer son mécontentement. Il dira plus tard : « je ne crois qu'un coup d'Etat aurait pu avoir lieu, mais nous n'en avons jamais été si près »³⁸. Certains auteurs, à

³⁷ HAZAN Pierre, *ibid*, p.134

³⁸ SCHIFF Zeev, *La guerre israélo-arabe*, Paris, Julliard, 1967, p.97

l'instar de Michael Oren, iront jusqu'à parler de tentative de coup d'Etat pour remplacer le Premier ministre. C'est ainsi que le 1^{er} juin, Levi Eshkol restait Premier ministre mais il perdait le portefeuille du ministre de la Défense qu'il confia à Moshe Dayan. Menahem Begin, chef de l'opposition de droite, fut nommé ministre sans portefeuille. A la fin de la guerre, Moshe Dayan recevait les lauriers de cette guerre menée tambour battant tandis qu'Eshkol ne fut même pas invité aux célébrations après la victoire. Il sera absent de la marche des autorités israéliennes sur le Mur des Lamentations. Cette crise politique viendra d'autant plus renforcer le pouvoir militaire dans la sphère politique que la guerre ne dura que six jours et que la victoire fut éclatante.

Par ailleurs, Israël, ayant la certitude de détenir la meilleure armée de la région, pêchera par excès de confiance lors du déclenchement de guerres futures. C'est le cas de la guerre du Kippour, ce qui peut expliquer, pour partie, la défaite israélienne des premiers jours durant ce conflit. Le gouvernement israélien pensait impossible le déclenchement d'une guerre à son encontre, sûr qu'il était de sa supériorité. Ce sentiment était renforcé par le fait nucléaire. Avant le déclenchement de la guerre du Kippour, Israël aurait détenu treize bombes atomiques³⁹. Il était dès lors impensable que l'Egypte et la Syrie, renseignées sur cet arsenal, prennent le risque de déclencher un conflit.

b/ Renforcement des liens entre pays arabes

Avant le début de la guerre des six jours, les Arabes étaient divisés. En témoignent les relations conflictuelles entre l'Egypte et l'Arabie saoudite en raison de l'intervention égyptienne au Yémen ou encore celles entre l'Egypte et la Jordanie. Quatre semaines avant la signature du traité liant ces deux pays, Nasser accusa le roi Hussein d'être un agent de la CIA⁴⁰.

Avant la guerre de juin 1967, Nasser adoptait une attitude prudente vis-à-vis d'Israël, attitude qui lui était d'ailleurs reprochée par la Syrie ou encore la Jordanie. A cette époque, les Fédâyins cherchaient à frapper l'Etat hébreu depuis la Syrie, la Jordanie ou encore le Liban. Il n'en allait pas de même en Egypte où ces combattants étaient étroitement surveillés. En novembre 1966, alors que Tsahal menait une opération d'envergure en Cisjordanie dans le village de Samoa pour détruire les Fédâyins, le roi Hussein accusera Nasser de ne pas

³⁹ RAZOUX Pierre, *ibid*, p.232

⁴⁰ Cf. O'CONNELL Jack , *King's counsel : a memoir of war, espionage, and diplomacy in the Middle East*, New York, Norton & Co., 2011

intervenir pour préserver ses intérêts propres. Les relations avec la Syrie sont également délicates. En avril 1967, Israël lance une attaque aérienne sur le Golan pour détruire l'artillerie syrienne qui pilonne sans cesse les kibboutzim de la vallée. Cette attaque israélienne se solda par une défaite cuisante pour la Syrie. Au final, les Syriens auront à déplorer la perte de six Mig-21 tandis qu'aucun avion israélien n'aura été détruit. Le président syrien blâmera Nasser pour n'être pas intervenu en dépit de l'accord qui les liait.

Ce conflit a eu pour conséquence de resserrer les liens au sein du monde arabe. Alors que le but de cette offensive était de dissuader les pays arabes de s'en prendre à nouveau à l'Etat d'Israël, ce fut l'effet inverse qui fut obtenu au lendemain de la guerre des six jours. Les discours se feront moins violents entre les « progressistes » (Egypte, Syrie, Algérie, Yémen, Irak) et les conservateurs (Jordanie, Arabie Saoudite, Tunisie). Nasser en parlant des régimes conservateurs dira : « Nous ne voulons pas changer le système social dans aucun pays arabe [...] Nous ne demandons pas à quiconque de donner plus qu'il ne peut, mais nous n'accepterons pas moins qu'il n'est capable de donner »⁴¹, preuve de l'atténuation de l'agressivité égyptienne. La réunification de la nation arabe est mise en exergue lors du sommet de Khartoum qui s'est tenu du 29 août au 1^{er} septembre 1967. La défaite de 1967 eut un effet rassembleur. Y participa la majorité des chefs d'Etats arabes à l'exception des présidents algérien et syrien. Nasser annonça le retrait du contingent égyptien au Yémen. Ce fut aussi l'occasion pour ces chefs d'Etats de parler d'une seule voix au travers de la résolution finale qui vint clore le sommet. Le point 3 de la résolution finale du sommet de Khartoum stipule : « Les rois et chefs d'Etat sont d'accord pour unifier leurs efforts sur le plan politique international et diplomatique afin d'effacer les traces de l'agression et d'obtenir le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés après le 5 juin ». L'opinion publique retint de cette résolution les trois « non » : non à la reconnaissance d'Israël, non à la paix et non à la négociation. Cette résolution servira de base à la politique arabe jusqu'à la guerre du Kippour. Au-delà de ces trois « non », ce sommet mettra en avant la volonté de régler la crise par des voies diplomatiques tout en refusant la paix. Cette profession de foi ambiguë des pays arabes portaient les germes des guerres futures.

Cette ambiguïté entre intentions belliqueuses et résolution politique du conflit fera jour au moment de la signature de la résolution 242 le 22 novembre 1967. Autant, elle fut acceptée par l'Egypte et la Jordanie, autant la Syrie opposa son refus. L'accord de ces deux pays leur

⁴¹ Radio Le Caire, 23 juillet 1967

permettait de recouvrir les territoires perdus même si le texte anglais de la résolution laissait possible une interprétation israélienne différente⁴².

c/ émancipation de la résistance palestinienne

Il est un acteur incontournable de la région dont il n'a pas été fait mention jusqu'à présent : les Palestiniens. L'une des causes de la crise intérieure qui eut lieu dans les territoires occupés tire son origine de la volonté israélienne de ne pas faire revenir les réfugiés sur leurs lieux d'habitation. Cela engendra des crispations de la part des réfugiés eux-mêmes et de la part des pays hôtes, en particulier la Syrie, la Jordanie et le Liban. Cela fut par la suite instrumentalisé afin de déstabiliser, voire de saper, l'autorité israélienne dans les territoires occupés.

Avant la guerre, les Palestiniens sont utilisés, souvent avec cynisme, par l'Égypte ou la Syrie. L'Égypte a toujours cherché à contrôler les Palestiniens depuis la bande de Gaza leur laissant plus de liberté d'action aux moments opportuns. La Syrie, quant à elle, a instrumentalisé leur action afin d'affaiblir la Jordanie. En effet, dès 1948, la Cisjordanie passe sous contrôle de la Transjordanie. Cet ensemble réunifié – la Jordanie - essaye ainsi de contenir la cause palestinienne afin d'empêcher la création d'un Etat palestinien rassemblant la bande de Gaza et la Cisjordanie. La Syrie, pour sa part, poussera les Fédajins à lancer leurs actions depuis la frontière jordanienne espérant ainsi des représailles israéliennes à l'encontre de la Jordanie.

La guerre des six jours aura pour conséquence l'émancipation des Palestiniens à l'égard de l'Égypte et de la Jordanie. Elle aura aussi pour conséquence l'exil de 300 000 Palestiniens des territoires occupés qui refusent de vivre sous domination israélienne. Cela contribuera à alimenter la volonté des Palestiniens à recouvrer leur territoire originel. L'émancipation des organisations palestiniennes à l'égard des pays arabes sera malgré tout relative lors de leur création. En effet, pour asseoir leur légitimité et croître en importance, elles devront s'installer dans les pays les soutenant. C'est ainsi que l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) créée au Caire en 1964, s'installera en avril 1967 à Amman.

La victoire éclatante d'Israël sur ses voisins eut également pour effet de changer le mode de pensée des pays arabes. Prenant pour acquise la supériorité militaire de l'Etat hébreu,

⁴² Israël, s'appuyant sur le texte anglais – "*Withdrawal of Israeli armed forces from territories occupied in the recent conflict*"- s'affranchissait de se retirer de l'ensemble des territoires en arguant du fait que le texte ne précisait pas s'il s'agissait du retrait d'une partie ou de l'ensemble des territoires occupés.

les pays dit « progressistes », à l'exception de l'Égypte, vont promouvoir l'action des Fédayins pour mettre une pression constante sur Israël. La résistance Viêt-Cong face aux Américains ou encore celle du FLN face aux armées françaises serviront de modèles. Le mouvement palestinien trouve ainsi une profondeur et un soutien qu'il n'avait pas eu avant la guerre de juin 1967. Cet élan n'est pas suivi par l'ensemble du monde arabe. A la suite du sommet de Khartoum, la communauté arabe est divisée sur la question du soutien de l'organisation palestinienne. L'Égypte ou encore la Jordanie ne prônent pas ce mode d'action pour des raisons apparaissant comme légitimes. Nasser est effrayé à l'idée d'un peuple en armes qu'il ne pourrait plus contrôler alors même qu'il vient d'effectuer des changements majeurs dans son armée. Il considère de plus que le Sinaï ne pourra pas être repris autrement que par l'armée. Pour le roi Hussein, dont la légitimité même est attaquée, il ne souhaite pas soutenir l'organisation palestinienne de peur que cette dernière ne parvienne à créer un Etat palestinien qui s'approprierait la rive Ouest du Jourdain.

Au-delà du soutien de tel ou tel pays à la cause palestinienne, la question est de savoir si une nouvelle entité sur l'échiquier du monde arabe ne serait pas une nouvelle difficulté à surmonter. Certains y voient une pièce supplémentaire dont l'action pourrait fragiliser un monde arabe déjà instable, d'autres y voient une opportunité pour parvenir à une résolution du conflit avec Israël. En l'espace de deux ans, la résistance s'organise et devient un acteur incontournable. Les incidents de frontière sont passés de 97 après juin 1967 à 916 en 1968 puis à 2432 en 1969⁴³. Les effectifs de la résistance sont décuplés sur cette même période⁴⁴. S'en suivra une lutte sans merci de Tsahal qui cherchera à éradiquer la résistance sur les territoires occupés comme en Jordanie, considérée comme le foyer des Fédayins. Le roi Hussein sera contraint de réprimer ces derniers. Une partie des Fédayins trouvera refuge au Liban après les opérations de septembre 1970.

Ce qui ressort de la guerre des six jours est donc la mise en évidence de la question palestinienne. La résistance se voit ainsi libérée, pour partie, de la tutelle de l'Égypte et de la Jordanie. Elle prend de l'ampleur jusqu'à devenir un acteur incontournable de la région. Elle est le porte-parole de la cause palestinienne et s'en trouve ainsi légitimée. Israël n'est pas le seul perdant de cette situation. L'Égypte et la Jordanie se voient aussi diminués. Non seulement ils ont perdu une partie de leur territoire mais l'influence dont ils disposaient sur les Palestiniens est moins importante.

⁴³ HAZAN Pierre, *ibid*, p.121

⁴⁴ *idem*

d/ Vers une reconnaissance progressive de l'Etat palestinien ?

La légitimité accrue dont jouit la résistance palestinienne mènera cette dernière à promouvoir aux yeux du monde la création de l'Autorité palestinienne dans un premier temps avant de réclamer la reconnaissance de l'Etat palestinien.

Il faut remonter à la fin de la Première Guerre mondiale et à l'effondrement de l'empire ottoman pour comprendre la cause palestinienne. En effet, les prémices d'un nationalisme palestinien naîtront à cette période. C'est surtout sous le mandat britannique à partir de 1920 qu'il se développera à mesure que grandira le mouvement sioniste. Une des figures de ce mouvement nationaliste est Mohammed Amin al-Husseini, Grand Mufti de Jérusalem. Il souhaitait la création d'un Etat arabe palestinien indépendant allant ainsi à l'encontre de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine inscrite dans la déclaration Balfour de 1917⁴⁵. Il sera l'un des plus violents opposants au sionisme dès 1921 et l'un des commanditaires de la grande révolte arabe qui durera de 1936 à 1939.

En 1948, alors que les Britanniques viennent de se retirer et que l'Etat d'Israël est proclamé, débute la guerre de Palestine. Cette guerre laissera des marques indélébiles dans les consciences palestiniennes. S'en suivront des changements politiques majeurs dans les pays arabes voisins. Le nationalisme palestinien s'en trouvera renforcé. Les Palestiniens estiment que la défaite est due à un manque d'investissement de la part des pays arabes. Par ailleurs, les centaines de milliers de réfugiés⁴⁶ se montreront être autant d'émissaires de la cause palestinienne. Il faut également noter que la bande de Gaza passe sous administration égyptienne après la Première Guerre israélo-arabe en 1948, tandis que la Transjordanie, passée de l'état d'émirat à celui de royaume en 1946, change de nom en Jordanie par l'annexion de la Cisjordanie et de Jérusalem Est après 1948. Une dizaine d'années après naît le Fatah sous l'impulsion de Yasser Arafat. Cette organisation appelle les Fédâyins à lutter contre Israël dans le but de libérer le territoire palestinien. Parallèlement à ce mouvement, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) est créée en 1964 sous l'égide de la Ligue des Etats arabes.

L'occupation des territoires après la guerre des 6 jours va bouleverser la vie des populations. Au Golan, ce sont 120 000 personnes qui partiront en exil avec l'armée syrienne

⁴⁵ Par cette déclaration, le Royaume-Uni se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national juif. Elle est considérée comme une des premières étapes dans la création de l'État d'Israël.

⁴⁶ Cette guerre a provoqué l'exode de 720 000 Palestiniens sur les 900 000 qui vivaient dans les territoires annexés par Israël.

durant le conflit. En Cisjordanie, 200 000 personnes préfèrent franchir le Jourdain que de vivre sous la domination israélienne. La moitié de ces personnes étaient déjà des réfugiés de la guerre de 1948. Dès la fin de la guerre, un gouvernement militaire est instauré dans ces territoires. Un changement majeur interviendra en septembre 1967 lorsque les premières colonies juives commenceront à être installées en Cisjordanie. Il ne s'agissait plus de considérer ces territoires comme une monnaie d'échange. Ces territoires devenaient *ipso facto* israéliens. Face à cette politique de colonisation, les pays soutenant Israël se firent moins nombreux engendrant un isolement plus marqué de ce dernier.

Après s'être défait de l'influence des Etats voisins au lendemain de la guerre des six jours, la résistance cherche à s'émanciper de son occupant. Le Fatah organise la lutte intérieure dans les territoires occupés. Ce mouvement prendra tellement d'importance qu'il parviendra à prendre le contrôle de l'OLP. Yasser Arafat en prendra la direction en 1969. Délogée de la Jordanie après les événements de septembre 1970 (septembre noir), l'organisation trouvera refuge au Liban. Après la guerre du Kippour, l'OLP infléchira son discours vers une résolution politique du conflit tant et si bien qu'en 1974, elle sera invitée à devenir membre observateur des Nations Unies. A la fin des années 1970, l'organisation perdra en influence en raison des différents accords signés entre Israël et l'Egypte⁴⁷ et de la guerre du Liban, en particulier avec l'opération « paix en Galilée » de 1982⁴⁸. L'organisation s'installera alors à Tunis. Il est à noter que cette opération au Liban menée par Israël engendrera la création d'une autre entité, le Hezbollah, soutenue financièrement par l'Iran et la Syrie dans une moindre mesure.

En décembre 1987, commence l'Intifada (littéralement *révolution des pierres*) qui secouera durablement Gaza comme la Cisjordanie. Tsahal tentera en vain de la contenir. L'opinion israélienne d'une part mais surtout l'opinion internationale cristallisera la répression menée par Israël à l'encontre des Palestiniens. Israël sera ainsi contraint au dialogue avec l'OLP. En novembre 1988, l'OLP proclame la création de l'Etat palestinien, alors reconnu par 90 Etats. Cette organisation se dit prête à dialoguer avec Israël. Yasser Arafat gagne alors en popularité et est reçu comme un chef d'Etat dans différents pays. A mesure que l'OLP gagne en influence, Israël se trouve de plus en plus isolé sur la scène internationale. La reconnaissance de l'OLP n'est cependant pas unanime en raison du

⁴⁷ Accords de camp David de septembre 1978, paix en 1979.

⁴⁸ Cette opération avait pour but d'éradiquer l'OLP du Liban.

terrorisme que cette organisation promet et du soutien qu'elle accordera à l'Irak durant la guerre du Golfe.

L'effondrement de l'Union Soviétique à la fin des années 1980 provoquera des changements d'alliance dans la région, en témoigne la guerre du Golfe menée par les Etats-Unis avec le concours d'Etats européens ou encore arabes. Afin d'obtenir le plus large soutien des pays arabes, Israël ne sera pas convié à participer à la coalition. L'invasion du Koweït par l'Irak allait permettre aux Etats-Unis de trouver une oreille favorable auprès d'une certaine partie du monde arabe. Notons que l'Egypte ou encore la Syrie participeront à la guerre du Golfe tandis que la Jordanie et l'OLP soutiendront l'Irak. Dès lors, les liens établis entre les Etats-Unis et ces pays arabes leur seront d'une grande utilité dans les pourparlers de paix dont ils seront à l'origine au lendemain de la guerre du Golfe.

Ce processus débutera avec la conférence de Madrid qui demanda des efforts considérables de diplomatie par les États-Unis pour réunir autant d'acteurs aux vues divergentes⁴⁹. L'OLP n'y sera pas conviée. Ne pouvant ignorer les Palestiniens dans la résolution du conflit, il lui sera préféré des personnalités respectées et influentes des territoires occupés au sein de la délégation jordanienne. De décembre 1991 à août 1993, de nombreuses réunions tant multilatérales que bilatérales eurent lieu sans grande avancée. Les thèmes développés, dans ces réunions, étaient ceux de la gestion de l'eau, de l'environnement, des réfugiés ou encore du contrôle des armes.

Cette période qui vient de s'écouler voit la naissance du Hamas en qui le gouvernement israélien voyait, au début, un contrepoids à l'influence de l'OLP. Devant les actes terroristes répétés, Israël sera conduit à prendre des mesures exceptionnelles qui lui seront reprochées par les instances internationales⁵⁰. Le nombre de détenus palestiniens dans les prisons israéliennes est passé de 4 000 en 1987 à 16 000 en 1990. La multiplication des implantations juives dans les territoires occupés, les couvre-feux prolongés, les expulsions et les démolitions d'habitations sont autant de griefs alimentant le discours de ses détracteurs.

L'année 1993 marquera un tournant dans les relations entre Israël et l'OLP. Cette dernière sera réhabilitée au détriment de l'équipe mise en place pour représenter les Palestiniens lors du sommet de Madrid. Les 9 et 10 septembre 1993, la reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël sera annoncée sous l'égide du président Clinton à Washington.

⁴⁹ 31 octobre au 1^{er} novembre 1991

⁵⁰ CORM Georges, *Le Proche-Orient éclaté*, Folio histoire, 2012, 1278 p., p. 746

En quelques mois, l'OLP est passée du statut d'organisation terroriste à celui d'organisation de paix. Le contenu de ces accords stipule que l'OLP reconnaît le droit pour Israël à vivre en paix. L'OLP annonce également renoncer à toute forme de terrorisme. Ces accords prévoyaient une autonomie limitée pour une durée de cinq ans des territoires palestiniens par l'Autorité palestinienne et un Conseil élu. Ils précisait, en outre, que la santé, l'éducation, les affaires sociales, la taxation, le tourisme et la culture seraient transférés aux Palestiniens. Des restrictions étaient posées sur l'autorité confiée au Conseil. Il aura le pouvoir sur toute la bande de Gaza et la Cisjordanie sauf en ce qui concerne les colonies juives, les emplacements militaires, les Israéliens et Jérusalem. A la suite de cet accord, l'OLP s'installe dans la bande de Gaza.

En dépit de la bonne volonté initiale affichée de part et d'autre et de son important impact médiatique, ces accords ne résisteront pas aux réalités du terrain. La nouvelle administration peine à se mettre en place à Gaza ou en Cisjordanie. Les pouvoirs de police sont transférés à l'Autorité palestinienne sur les territoires mentionnés dans les accords mais elle ne parviendra pas à rétablir l'ordre devant les actes terroristes répétés du Hamas. Il en va de même en Israël, où les plus extrêmes remettent en cause les accords signés. C'est ainsi qu'Yitzhak Rabin sera assassiné le 4 novembre 1995 par un Israélien. Il en résulte un immobilisme du processus de paix.

C'est dans ce climat que débutera la seconde intifada en 2000. Elle fragilisera l'OLP et obligera Tsahal à mener des opérations de contre-terrorisme dans les territoires occupés. Un autre évènement majeur est à mentionner. L'attaque terroriste perpétrée aux États-Unis le 11 septembre 2001 mènera à une lutte intensive contre le terrorisme par les États-Unis comme par ses Alliés. Israël sera ainsi soutenue, du moins diplomatiquement, par son allié principal, dans sa lutte contre les terroristes palestiniens. Dans ce contexte, Yasser Arafat sera décrédibilisé par les États-Unis⁵¹ tandis que les troupes israéliennes réoccupent de décembre 2001 à avril 2002 la majeure partie de la Cisjordanie. En juin 2002, débute la construction d'un mur à l'intérieur de la Cisjordanie dont le tracé ampute les Palestiniens de 50% de leur territoire. Mais l'attention internationale se focalisera bien plus sur les concessions du gouvernement israélien relatives au désengagement de Tsahal ainsi qu'au démantèlement des colonies de l'enclave de Gaza. Ces mesures seront effectives à l'été 2005.

⁵¹ Le président Bush en appellera même à procéder à de nouvelles élections dans les territoires occupés pour éviter d'avoir un dirigeant « compromis avec le terrorisme », CORM Georges, *ibid*, p. 988

Arafat meurt en 2004 et sera remplacé à la tête de l'Autorité palestinienne par Mahmoud Abbas. En dépit du retrait israélien en 2005 de la bande de Gaza, le Hamas a poursuivi son ascension lors des élections municipales puis législatives de 2006. Cette organisation obtient 76 sièges sur 132 au sein du parlement palestinien. Ces résultats sont un désaveu pour ceux qui formulaient des souhaits de lendemains pacifiés dans cette région. La réaction israélienne est immédiate en coupant les subsides des taxes dues à l'Autorité palestinienne. L'Union européenne suspend à son tour les aides financières. Il s'agit d'un véritable embargo financier des territoires palestiniens qui vient étouffer encore plus la population. Depuis la prise de pouvoir par le Hamas, les opérations se succèdent dans la bande de Gaza voyant peu à peu s'éloigner tout espoir de paix entre Palestiniens et Israéliens. Ce fut le cas de l'opération « plomb durci » mené en 2008 qui, loin d'éradiquer le terrorisme, n'a fait que renforcer le sentiment de vengeance au sein de la population palestinienne. Par ailleurs, Tsahal sort affaibli de cette opération, au même titre que celle menée au Sud-Liban quelques mois auparavant, par le peu de résultats obtenus. Pour sortir de l'impasse, Mahmoud Abbas proposera aux Nations Unies une reconnaissance de l'Etat palestinien en septembre 2011. Cependant, pour que cette reconnaissance intervienne, il faudrait obtenir l'aval du Conseil de sécurité dont le veto américain serait inéluctable. Il faut tout de même noter une avancée dans la mesure où l'UNESCO a reconnu l'existence d'un Etat palestinien en octobre 2011, au grand dam des Etats-Unis.

Ainsi, un autre aspect de la guerre des six jours est de considérer l'émancipation du nationalisme palestinien qui aura pour effet de faire croître les actes terroristes sur les territoires occupés, de multiplier les acteurs hostiles à l'action d'Israël tout en augmentant son isolement sur la scène internationale.

*

* *

Comme cela a pu être montré dans la première partie de cette étude, caractériser la guerre des six jours n'est pas une tâche aisée tant l'objectivité peut s'avérer être absente de la majeure partie des ouvrages décrivant ce conflit. Alors que cinq décennies nous séparent de ce conflit, il en ressort qu'Israël a cherché à trouver une légitimité à son action avant, pendant et après la guerre des six jours. S'il faut convenir que des menaces importantes pesaient sur le territoire israélien à la veille de la guerre des six jours, la réponse qui fut apportée apparaît aujourd'hui clairement préventive lorsque l'on considère les gains territoriaux acquis.

Cette victoire écrasante de Tsahal en termes de superficie territoriale, de grandeur recouvrée pour le peuple juif ne doit pas nous aveugler quant aux conséquences de cette dernière. L'émancipation de la cause palestinienne, ses revendications, le sort des réfugiés ainsi que les accusations portées à l'encontre d'Israël au regard des conditions de vie au sein des territoires palestiniens depuis 1967 ne plaident pas en faveur d'une victoire sans appel. Cette victoire est aujourd'hui contestée par les Palestiniens eux-mêmes espérant que leurs revendications trouveront un écho favorable dans l'opinion internationale. Au travers des différentes actions menées par Tsahal dans les territoires palestiniens, Israël a peu à peu terni son image sur la scène internationale. L'effort consenti par Israël pour lutter contre le terrorisme dans les territoires palestiniens n'est pas quantifiable mais il repose sur un investissement conséquent tant humain que financier.

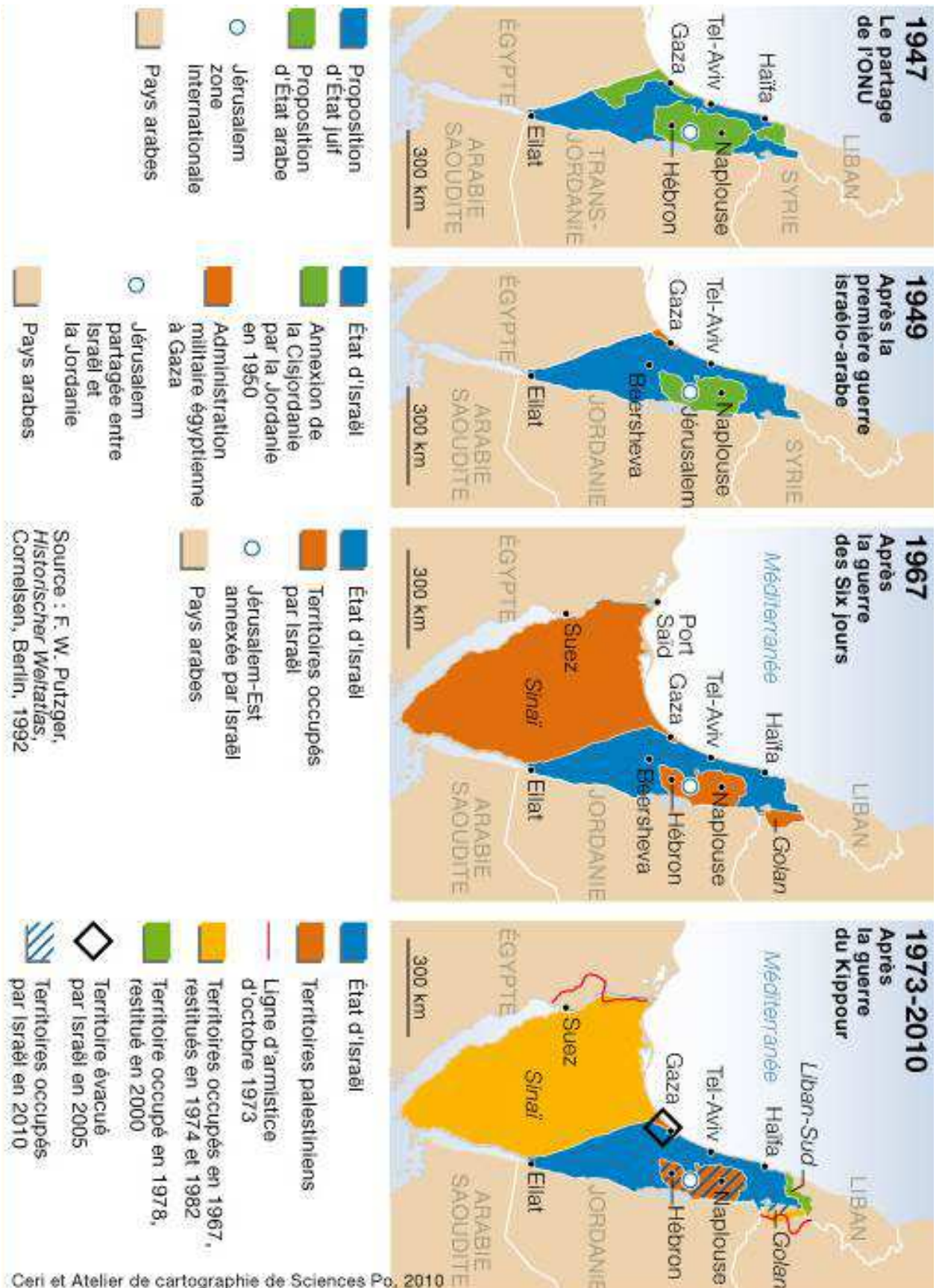
Les conséquences de la guerre des six jours sont encore bien prégnantes aujourd'hui. Les exemples dans l'histoire contemporaine ne manquent pas de nous mettre en garde contre une victoire déshonorante pour l'adversaire, gage d'une paix éphémère. Aujourd'hui, l'injonction, « *Vae Victis* », prononcée par Brennus en -390, peine à trouver un écho favorable dans les instances internationales, comme au sein de la population israélienne ou encore dans les territoires palestiniens.

Les avancées réalisées, sous l'égide des Etats-Unis semblent aujourd'hui au point mort tant les divergences sont importantes. L'opinion internationale est actuellement davantage focalisée sur les avancées de la coalition en Irak ou encore sur celles des forces de sécurité syriennes appuyées par la Russie. La lutte contre Daech est affichée clairement que ce soit en Irak ou en Syrie. Israël ne prend pas part à ce conflit mais pourrait y être contraint si l'organisation terroriste venait à prendre pied dans les territoires palestiniens. Il s'agirait alors d'un nouveau défi sécuritaire à relever par Israël.

BIBLIOGRAPHIE

- HAZAN Pierre, La guerre des six jours, Bruxelles, Editions complexes, 2001, 182 p.
- COCKBORNE (de) Diane, La guerre préventive dans la théorie de la guerre juste, 148 p.
- CORM Georges, Le Proche-Orient éclaté, folio histoire, 2012, 1278 p.
- COUBARD Jacques, La guerre des six jours, notre temps histoire, 1973, 152 p.
- GURFINKIEL Michel, Israël géopolitique d'une paix, éditions Michalon, 1996, 278 p.
- BAR-ZOHAR Michel, Histoire secrète de la guerre d'Israël, Paris, J'ai lu, 1972, 373 p.
- VILBOUX Nicole, Prévention ou préemption ? Un débat d'aujourd'hui, Paris, ECONOMICA, 2007, 84 p.
- OREN Michael, *Six days of war*, New York, OXFORD University Press, 2002, 446 p.
- PARKER Richard, *The six-day war*, Breinigsville, UPF, 2009, 345p.
- RAZOUX Pierre, La guerre des six jours, Paris, ECONOMICA, 2004, 314 p.
- KURTULUS Ersun N., *The notion of a « pre emptive war »: the 6 day war revisited*, Middle East journal, Vol. 61, n°2, été 2007, 19 p., p. 220-238
- ARBOGAST Dominique, Pourquoi la France devrait adopter le principe des frappes préemptives contre le terrorisme, La tribune du CID, n°30, 6p.
- WALT Stephen M., La guerre préventive: une stratégie illogique, Annuaire français des relations internationales 2005, Vol. 6, 15 p., p.138-152
- ISRAËL GOVERNMENT, *The six day war*, Israël government Yearbook 5728 (1967-68), Mars 1968, 30 p.

Annexe 1 : évolution des frontières d'Israël



Annexe 2 : Chronologie de la guerre des six jours

Mai 1967

- 16: le président Nasser demande le départ des casques bleus stationnés dans le Sinaï depuis la guerre d'octobre 1956. Ce retrait sera accepté par l'ONU le 18 mai. La mobilisation générale est décrétée en Egypte.
- 23: Nasser annonce la fermeture du détroit de Tiran.
- 30: la Jordanie et l'Égypte signe un traité de défense mutuelle. La Jordanie délègue le commandement de son armée à l'Égypte.

Juin 1967

- 1 : formation d'un gouvernement d'union nationale par Lévi Eshkol
- 5: à 07h45, l'aviation israélienne ouvre les hostilités en bombardant les bases aériennes égyptiennes. La majorité de l'aviation égyptienne est détruite en trois heures. L'armée jordanienne s'empare d'une emprise de l'ONU en Cisjordanie. Elle sera reprise par les forces israéliennes le même jour.
- 6: l'armée israélienne s'empare de Gaza et prend le contrôle de Jérusalem Est.
- 7: les troupes israéliennes poursuivent la conquête de la Cisjordanie, la prise de contrôle de la bande de Gaza et celle du Sinaï.
- 8: dans la nuit du 8 au 9 juin, un cessez-le-feu est conclu entre la Jordanie et Israël d'une part et entre Israël et l'Égypte d'autre part. Israël contrôle la totalité de la Cisjordanie.
- 9: les Israéliens pénètrent dans le Golan. Nasser démissionne puis revient sur sa décision le lendemain, sous la pression de la rue.
- 10: un cessez-le-feu est conclu entre la Jordanie et Israël.

Novembre 1967

- 22 : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 242 demandant à Israël de se retirer des territoires occupés.

Annexe 3 : évolution des populations juives et musulmanes en Israël de 1950 à nos jours

année	pop. totale (Millions d'habitants)	% juifs	% musulmans	% chrétiens	% druzes
1950	1370	87,8	8,5	2,6	1,1
1951	1577	89,0	7,5	2,5	1,0
1952	1629	89,0	7,5	2,5	1,0
1953	1669	88,9	7,6	2,5	1,0
1954	1717	88,9	7,6	2,4	1,0
1955	1789	88,9	7,6	2,4	1,1
1956	1872	89,0	7,5	2,3	1,1
1957	1976	89,2	7,4	2,3	1,0
1958	2031	89,1	7,5	2,3	1,0
1959	2088	89,0	7,6	2,3	1,1
1960	2150	88,9	7,7	2,3	1,1
1961	2234	88,7	7,8	2,3	1,2
1962	2331	88,7	7,9	2,2	1,2
1963	2430	88,7	7,9	2,2	1,2
1964	2525	88,7	8,0	2,2	1,1
1965	2598	88,5	8,2	2,2	1,2
1966	2657	88,2	8,4	2,2	1,2
1967	2776	85,8	10,4	2,6	1,2
1968	2841	85,7	10,6	2,5	1,2
1969	2929	85,6	10,7	2,5	1,2
1970	3022	85,4	10,9	2,5	1,2
1971	3120	85,3	11,0	2,5	1,2
1972	3225	85,3	11,2	2,3	1,2
1973	3338	85,2	11,3	2,3	1,2
1974	3421	84,9	11,5	2,3	1,2
1975	3493	84,7	11,8	2,3	1,2
1976	3575	84,5	12,0	2,3	1,2
1977	3653	84,2	12,2	2,3	1,3
1978	3737	84,1	12,4	2,3	1,3
1979	3836	83,9	12,5	2,3	1,3
1980	3921	83,7	12,7	2,3	1,3
1981	3977	83,5	12,9	2,3	1,3
1982	4063	83,0	13,0	2,3	1,6

année	pop. totale (Millions d'habitants)	% juifs	% musulmans	% chrétiens	% druzes
1983	4118	82,9	13,2	2,3	1,7
1984	4199	82,7	13,3	2,3	1,7
1985	4266	82,4	13,5	2,3	1,7
1986	4331	82,2	13,7	2,3	1,7
1987	4406	82,0	13,9	2,3	1,7
1988	4476	81,7	14,2	2,3	1,7
1989	4559	81,5	14,4	2,3	1,8
1990	4821	81,9	14,0	2,4	1,7
1991	5058	81,9	13,9	2,5	1,7
1992	5195	81,7	14,0	2,7	1,7
1993	5327	81,4	14,1	2,9	1,7
1994	5471	81,2	14,3	2,9	1,7
1995	5619	81,0	14,5	2,9	1,7
1996	5757	80,2	14,6	2,1	1,7
1997	5900	79,7	14,7	2,1	1,6
1998	6041	79,2	14,9	2,1	1,6
1999	6209	78,5	15,0	2,1	1,6
2000	6369	77,8	15,2	2,1	1,6
2001	6508	77,2	15,4	2,1	1,6
2002	6631	76,8	15,7	2,1	1,6
2003	6748	76,5	15,9	2,1	1,6
2004	6869	76,2	16,1	2,1	1,6
2005	6990	76,0	16,3	2,1	1,6
2006	7116	75,8	16,5	2,1	1,7
2007	7243	75,6	16,7	2,1	1,7
2008	7374	75,5	16,8	2,1	1,7
2009	7552	75,5	17,0	2,0	1,7
2010	7695	75,4	17,2	2,0	1,7
2011	7836	75,3	17,3	2,0	1,7
2012	7984	75,1	17,4	2,0	1,7
2013	8134	75,0	17,5	2,0	1,6
2014	8296	75,0	17,5	2,0	1,6
2015	8463	74,8	17,6	1,9	1,6

Source : à partir des chiffres fournis par le bureau central des statistiques de l'Etat d'Israël
http://www.cbs.gov.il/reader/shnaton/shnatone_new.htm?CYear=2016&Vol=67&CSubject=2